



Intervention en plénière au congrès FSU 2025

3,5 millions de Françaises et de Français vivent et travaillent à l'étranger. Au total, plus de **600 établissements** français permettent d'assurer l'éducation de **plusieurs centaines de milliers d'enfants** à travers le monde.

Chers camarades, nous tenions à vous alerter sur le naufrage de l'un des plus gros opérateurs public de l'Etat : l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger, l'AEFE ! Aujourd'hui, ce service public d'éducation à l'étranger est **sacrifié sur l'autel de la privatisation**.

Depuis 2019, l'AEFE est soumise aux **injonctions d'une commande présidentielle**, ou plutôt d'une lubie de Macron, CAP 2030 et son objectif : le doublement des effectifs des élèves scolarisés dans le réseau.

Ce qui devait se faire à **budget constant** se fait maintenant avec **un budget en baisse**, au détriment du réseau historique des établissements de l'opérateur public et de ses missions, et ceci, **au profit d'établissements 100% privés**.

En effet, l'AEFE favorise, promeut, et accompagne le développement de ces **établissements à but lucratif** en détournant une partie de la dotation de l'Etat, qui va aux investisseurs privés.

Citons, par exemple, le groupe Odyssey, et son président Luc Chatel, reconverti dans le business éducatif. Comble de cynisme, de nombreux moyens humains de l'opérateur public sont mis à leur disposition.

Quelles en sont les conséquences ? Comme en France :

- Le système d'éducation est dégradé et fragilisé
- Les suppressions de postes sont massives
- Les personnels sont délaissés
- De nombreux chantiers sont abandonnés, faute de moyens suffisants mais surtout de volonté.

Les syndicats de la FSU s'opposent à ce projet ultralibéral, par des interventions répétées en instances (CSA, F3SCT, CCP), mais aussi par des luttes de terrain et par la grève.

Merci d'avoir intégré nos amendements dans le texte principal.